

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KIABI LOGISTIQUE SNC

ZAC de Lauwin Planque
59553 Lauwin-Planque

Références : 2025-V1-389
Code AIOT : 0007003800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement KIABI LOGISTIQUE SNC implanté ZAC de Lauwin Planque 59553 Lauwin-Planque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/04/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KIABI LOGISTIQUE SNC
- ZAC de Lauwin Planque 59553 Lauwin-Planque
- Code AIOT : 0007003800
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est implanté sur la ZAC de LAUWIN-PLANQUE sur le territoire de la commune de LAUWIN-PLANQUE.

L'entrepôt est constitué d'un bâtiment regroupant 11 cellules de stockage de 6 000 m² et d'une hauteur maximale de 13 m.

Les produits stockés sont principalement des vêtements textiles et accessoires destinés à l'approvisionnement des magasins KIABI. Ces articles sont soit conditionnés en cartons et stockés en casier, soit conditionnés en brassées et stockés en penderie ou stockés en racks automatisés (transtockeurs). Le site gère également la préparation des commandes WEB.

La société KIABI est autorisée par arrêté préfectoral du 31 mars 2008 pour l'exploitation d'un entrepôt logistique d'un volume disponible maximal de 825 000 m³.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens incendie - hors EAI - récolement APMD du 16/04/2025	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Moyens incendie - Sprinklage - récolement APMD du 16/04/2025	Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des stocks	AP de Mise en	Avec suites, Mise en	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	- récolement APMD du 16/04/2025	Demeure du 16/04/2025, article 1	demeure, respect de prescription	
4	Détection incendie - récolement APMD du 16/04/2025	AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas permis de considérer l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/04/2025 comme entièrement respecté.

Dans l'attente de la transmission des justificatifs par l'exploitant concernant le point de contrôle n°1 il n'est pas proposé de sanctions administratives dans l'immédiat au regard des actions en cours de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens incendie - hors EAI - récolement APMD du 16/04/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie - hors EAI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>- La défense extérieure contre l'incendie sera assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer, durant 2 h,</p> <p>d'un débit d'extinction minimal de 300 m³/h, soit un volume total de 600 m³ d'eau.</p> <p>La défense incendie extérieure comportera :</p> <p>- 8 poteaux d'incendie privés judicieusement répartis (chaque partie de cellule étant à moins de 100 m d'un hydrant), distants entre eux de 150 m et présentant un débit unitaire de 120 m³/h sous une pression de 1 bar,</p>

- une réserve artificielle aérienne privée de 240 m³ d'eau utile munie de deux dispositifs fixes d'aspiration 100 mm à moins de 400 m de toute partie de bâtiment,
- une réserve enterrée de 240 m³ d'eau utile à moins de 500 m du bâtiment (réserve ZAC).

D'un point de vue général, les appareils d'incendie installés et raccordés à un réseau de distribution devront, suivant qu'il s'agit d'une bouche d'incendie ou d'un poteau d'incendie, être conformes à la norme NFS 61-211 ou NFS 61-213. **En particulier, ils devront présenter pendant au moins 2 heures un débit unitaire minimum de 120 m³/h et un débit simultané de 300 m³/h**, être à moins de 100 m des entrées du bâtiment à défendre. Leur implantation sera réalisée selon les prescriptions de la norme NFS62-200. Ils devront être signalés selon les dispositions de la norme NFS 61-221, la mise en place de la signalisation incombant au propriétaire de l'appareil. La distance entre les appareils, répartis en fonction des risques à défendre, ne doit pas être supérieure à 150 m.

En cas d'impossibilité technique de réaliser un réseau avec des hydrants de proximité capable de fournir le débit simultané minimum de 300 m³/h mesuré sous une pression de 1 bar, la défense incendie devra être complétée par une ou plusieurs réserves artificielles judicieusement réparties et présentant chacune un volume minimum garanti de 120 m³ afin d'obtenir une défense incendie globale de 600 m³ disponibles en 2 heures

[...]

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

APMD du 16/04/2025 :

Article 2 - La société KIABI LOGISTIQUE SNC, dont le siège social est situé ZAC DE LAUWIN-PLANQUE - 59553 LAUWIN-PLANQUE est mise en demeure de respecter, pour son site de LAUWIN-PLANQUE, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 7.9.2, 7.9.3 et 7.9.4 de l'arrêté préfectoral du 31/03/2008 en :

- disposant des moyens en eaux suffisants pour sa lutte contre l'incendie et en transmettant les justificatifs à l'inspection ;
- réalisant les mesures de débit en simultané sur l'ensemble de ses poteaux incendie ;
- réalisant la vérification de la réserve incendie du site et en transmettant le justificatif de ce contrôle à l'inspection ;

Constats :

L'exploitant a déposé deux dossiers de porter-à-connaissance de modifications (PAC) en 2019 et en 2023. Ces dossiers sont en cours d'instruction par nos services.

Ces dossiers comportent une mise à jour du calcul des besoins en eau pour la lutte incendie du site (nouveau calcul D9) et précise que :

"D'après le guide D9, les besoins en eau pour éteindre un incendie sur le site sont estimés à 270 m³/h pendant 2 h, soit une quantité totale d'eau de 540 m³. Les besoins en eau incendie restent inchangés : les besoins en eau incendie calculés dans le DDAE sont de 243 m³/h, arrondis à 300 m³/h et non « au multiple de 30 m³/h le plus proche » comme le prévoit le guide D9. Le débit exigible reste de 300 m³/h, en application des dispositions de l'article 7.9.4 - Moyens d'extinction de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site.

Les besoins en eau sont assurés par :

- **une réserve d'eau communautaire de 240 m³ située sur le territoire de la ZAC à moins de 500 m du site, équipée d'une aire d'aspiration en structure de voirie lourde ainsi que d'un puits d'aspiration ;**
- **des poteaux incendie situés dans l'enceinte du site susceptibles de délivrer en simultané un débit de 120m³/h sous 1 bar de pression ;**

- une réserve d'eau complémentaire de 250 m³."

Ces moyens avaient déjà été identifiés dans le dossier de demande d'autorisation initial du site déposé par l'exploitant en 2007.

Il convient de noter que la prescription initiale de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31/03/2008 prise comme référence réglementaire est erronée. En effet le site compte 9 poteaux incendie et non 8. Par ailleurs le débit en simultané de 300 m³/h tel que rédigé dans la prescription est issu de l'avis du SDIS de l'époque dans le cas où le site ne disposerait pas de réserve incendie ce qui n'est pas le cas.

Cet article sera modifié à l'occasion de la rédaction de l'arrêté préfectoral complémentaire qui sera pris dans le cadre de l'instruction des PAC déposés par l'exploitant en 2019 et en 2023.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les mesures de débits en simultané (sur 2 poteaux incendie) sur l'ensemble des poteaux incendie que compte le site. Le rapport réalisé par Bureau Veritas en juillet 2024 a été vu en séance. Les débits mesurés en simultané sur 2 PI sont supérieurs à 120 m³/h sauf pour les PI n°4/5 et 6/7 où ils sont en dessous des 120 m³/h.

L'exploitant a également fait procéder à des mesures de débit en unitaire sur chacun de ses 9 PI en juin 2025. Les résultats montrent que les débits oscillent entre 95 et 120 m³/h selon les PI. L'exploitant précise que des investigations sont en cours pour trouver les causes de cette insuffisance de débit lors des mesures en simultané. Les courriels d'échanges entre le gestionnaire du réseau (Noréade) et l'exploitant ont été vus en séance.

Ainsi, le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que le site dispose des besoins en eau suffisants pour sa lutte contre l'incendie, à savoir 120 m³/h en simultané sur 2 poteaux incendie pour l'ensemble des PI.

Fait avec suites (demande de justificatifs) : Transmettre la preuve de la disponibilité des moyens en eau suffisants pour la lutte incendie conformément aux dossiers de porter-à-connaissance, à savoir 120 m³/h en simultané sur deux PI.

Par ailleurs l'exploitant a transmis le rapport de contrôle de l'ensemble des points d'eau incendie du site. Il apparaît que la réserve incendie du site n'a pas fait l'objet d'un contrôle depuis plusieurs années, celle-ci étant inclus dans un contrat de vérification différent de celui des autres PEI d'après l'exploitant.

L'exploitant a programmé ce contrôle à la suite de la visite d'inspection (devis transmis pour la visite triennale approfondie programmée le 30/10/2025). Il s'est également engagé à intégrer la vérification de ce PEI à une fréquence annuelle avec les autres PEI du site.

Dans l'attente et prenant en considération les différents éléments et actions entreprises par l'exploitant il n'est, à ce stade, pas proposé de suites.

Fait avec suite (demande de justificatif) : Transmettre le rapport de contrôle de la réserve incendie du site dès sa réalisation.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/04/2025 ne peut être considéré comme respecté et il n'est ainsi pas proposé de l'abroger.

Au regard des actions engagées il n'est pas proposé de sanction administrative dans l'immédiat.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Etat des stocks - récolement APMD du 16/04/2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 16/05/2025

Prescription contrôlée :

La société KIABI LOGISTIQUE SNC, dont le siège social est situé ZAC de LAUWIN-PLANQUE est

mise en demeure de respecter, pour son site de LAUWIN-PLANQUE, sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé en :

- disposant d'un état des stocks faisant apparaître les grandes familles de produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone de stockage ;
- disposant d'un état des stocks sous forme synthétique permettant de répondre aux besoins d'information de la population.

Constats :

L'exploitant a mis en place un système d'extraction hebdomadaire de son état des stocks afin de répondre à la prescription. Cette extraction est accessible indépendamment des conditions matérielles du site.

Le plan des stockages a été mis à jour et annexé au fichier.

Ces documents sont disponibles au poste de garde.

La mise en demeure peut être levée sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens incendie - Sprinklage - récolement APMD du 16/04/2025

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2008, article 7.9.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie - Sprinklage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Un réseau d'extinction automatique à eau {ou réseau sprinklers) doit être mis en place pour chaque cellule. Il sera conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215 ou à la règle R1 de l'APSAD. Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage.

L'alimentation des motopompes doit être secouru. Le système d'extinction automatique d'incendie doit être conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Arrêté préfectoral du 31/03/2008 - article 7.9.2 :

[...]

L'unité de sprinklage fait l'objet des dispositions particulière suivantes :

- vérification semestrielle du bon fonctionnement général de l'installation {vérification des pompes, disponibilité du débit, têtes de sprinklage)

- essai des pompes hebdomadairement

APMD du 16/04/2025 :

Article 2 - La société KIABI LOGISTIQUE SNC, dont le siège social est situé ZAC DE LAUWIN-PLANQUE - 59553 LAUWIN-PLANQUE, est mise en demeure de respecter, pour son site de LAUWIN-PLANQUE, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 7.9.2, 7.9.3 et 7.9.4 de l'arrêté préfectoral du 31/03/2008 en :
[...]

- respectant les dispositions particulières de contrôle de son système sprinklage ;

Constats :

L'exploitant a transmis, par courrier du 03/07/2025, le dernier rapport de vérification semestrielle de son système d'extinction automatique incendie (sprinklage) réalisé le 18/04/2025.

Ce rapport fait référence au précédent rapport du 18/10/2024. La fréquence semestrielle est respectée.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le suivi de la vérification hebdomadaire des pompes du sprinklage.

La mise en demeure est respectée sur ce point.

Toutefois, il convient de noter que le rapport de vérification du 18/04/2025 fait état de plusieurs non-conformités (et observations) dont l'une d'elle est jugée comme étant susceptible de mettre en échec le système. Cette non-conformité concerne la présence de vêtements sur cintres en cellule 6 (interdit avec le sprinklage ESFR). Ce mode de stockage n'a pas été observé le jour de l'inspection, l'exploitant précise que celui-ci fluctue en fonction des saisonnalités.

Cette non-conformité est en cours de résorption par l'exploitant avec la mise en place dans les semaines à venir d'un nouveau "mode" de stockage au sein de box en carton fermés évitant le chevauchement des cintres.

D'une manière générale, concernant les autres non-conformités et observations, l'exploitant suit les actions correctives via son outil de GMAO. Par ailleurs la société réalisant le contrôle propose désormais le devis correctif des actions à engager pour la remise en conformité des écarts constatés.

Fait avec suites (demande d'action corrective) : il conviendra de transmettre à l'inspection la preuve de la résorption complète de cette non-conformité avec risque de mise en échec du système en transmettant le prochain rapport de vérification semestrielle du sprinklage.

Observation : L'exploitant doit veiller à ce qu'à l'avenir l'ensemble de ses modes de stockages

soient compatibles avec son système d'extinction automatique incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Détection incendie - récolement APMD du 16/04/2025

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/04/2025, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 16/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société KIABI LOGISTIQUE SNC, dont le siège social est situé ZAC DE LAUWIN-PLANQUE - 59553 LAUWIN-PLANQUE, est mise en demeure de respecter, pour son site de LAUWIN-PLANQUE, <u>sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté</u>, les dispositions des articles 7.9.2, 7.9.3 et 7.9.4 de l'arrêté préfectoral du 31/03/2008 en : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> • disposant d'un système de détection automatique incendie avec report centralisé au poste de gardiennage ou au dispositif de télésurveillance et en justifiant son bon état au regard de rapports de contrôle ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le certificat de mise en service du système de détection automatique incendie (du 10/03/2009) qui précise que celle-ci dispose d'un report centralisé. Le dernier rapport de vérification réalisé par la société DEF en 2025 a été vu en séance. Par ailleurs un agent de sécurité contrôle de manière hebdomadaire la centrale incendie (suivi dans la GMAO de ce contrôle) et remonte les éventuelles anomalies. Le dernier rapport de contrôle (en date du 05/10/2025) ne fait état d'aucune anomalie.</p> <p>La non-conformité peut être levée sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite